



COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA CGT EDUC'ACTION 83

Fin de l'aide à la restauration du Département pour certaines familles boursières. L'austérité frappe encore les familles

Depuis de nombreuses années, le département du Var versait aux familles bénéficiant de la Bourse nationale de collège une aide supplémentaire. Cette aide, d'un montant de 140,00 euros annuels, répartie sur les trois trimestres, venait en déduction de la facture de demi-pension.

À chaque rentrée scolaire, le département communiquait sur l'aide à la restauration mise en place par la collectivité. Ainsi, en 2024, on pouvait lire : « Permettre à tous les collégiens de bénéficier du déjeuner scolaire, c'est un engagement fort du Département du Var. Il a mis en place un dispositif d'aide pour les familles les plus démunies. »

Cette année, aucune communication à ce sujet. Et pour cause... les critères d'attribution sont plus restrictifs. Seules les familles bénéficiant des taux 2 et 3 de la Bourse nationale de collège se verront attribuer cette aide. Les familles bénéficiant du taux 1, le plus faible, ne pourront plus obtenir cette aide à la restauration. Ces familles représentant la majorité des familles boursières, on peut imaginer les économies que le Département veut faire à leur dépend.

Ce sont des centaines de familles qui perdent ainsi la possibilité « de ne payer que 2 euros pour un repas complet de qualité, à la place de 3 euros », comme l'indiquait la communication départementale en septembre 2024.

Cette décision fait suite à une augmentation du prix du repas à partir de janvier 2025. Le prix d'un repas passant de 3,00 à 3,10 euros. Cette augmentation représentait déjà un surcoût de 14 euros par an pour les familles (tarif 4 jours).

Ces décisions prises par le département du Var ont de fortes incidences sur le pouvoir d'achat d'un très grand nombre de familles. Certaines feront le choix de ne plus inscrire leurs enfants à la demi-pension, alors que l'on sait que c'est souvent le seul repas équilibré de la journée pour certains d'entre eux.

Les familles sont en première ligne des coupes budgétaires mises en œuvre par les gouvernements qui se succèdent et par les collectivités territoriales qui les sacrifient sur l'autel des économies.

La CGT Éduc'Action 83 demande le maintien de l'aide pour toutes les catégories de familles boursières !

Toulon, le 10 octobre 2025